IdeAs

Idées d'Amérique

4 | 2013

Crises et effets de crise dans les Amériques

Les Amériques face à la Crise : exposé

Edgar Morin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ideas/651>

DOI : 10.4000/ideas.651

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Edgar Morin, « Les Amériques face à la Crise : exposé », *IdeAs* [En ligne], 4 | 2013, mis en ligne le 14 octobre 2013, consulté le 18 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/651> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.651>

Ce document a été généré automatiquement le 18 octobre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les Amériques face à la Crise : exposé

Edgar Morin

- 1 Pour penser les Amériques face à la crise, sans doute faut-il interroger la notion de crise, notion qui est employée si fréquemment et de plus en plus. Ce qui est très curieux, c'est que la notion de crise telle que nous l'employons, est le contraire de ce que signifiait le mot « crisis » en grec. « Crisis » c'est le moment où le médecin peut faire un diagnostic parce que les symptômes vont lui apparaître clairement. Comme vous le savez, une maladie commence apparemment d'une façon indéterminée : fièvre, sueurs, etc. et, effectivement, le bon médecin est celui qui, le plus vite possible, dira « Ah, c'est la rougeole, ou c'est l'appendicite, ou c'est ceci ou cela. » Dans ce moment de « crisis », les symptômes sont évidents et il est possible d'établir le diagnostic.
- 2 Or, le sens du mot « crise », aujourd'hui, s'est littéralement inversé. C'est-à-dire que la première définition de la crise, c'est l'apparition ou la progression des incertitudes. Prenez une crise ministérielle, cela veut dire qu'on ne sait pas ce que sera le prochain gouvernement, qui seront les ministres, etc. Cette première définition toute extérieure est tout de même très importante parce que la crise apporte des incertitudes, c'est-à-dire une diminution du pouvoir de prédiction. Mais allons plus loin.
- 3 Il est évident que la crise est une atteinte à la stabilité d'un système ou à ce que l'on peut appeler ses régulations. Et ici je reprends cette image intéressante, issue de la cybernétique, qui est l'idée du « *feedback* positif ». Ce que l'on appelle le *feedback* négatif, la rétroaction négative, signifie qu'un système possède un dispositif pour éliminer les déviations qui peuvent sans arrêt apparaître. En les écartant, en les neutralisant, le système maintient sa stabilité, son homéostasie, sa tranquillité. Or, vient un moment où le système n'arrive pas à éliminer telle ou telle déviation qui, à ce moment là, va se développer. C'est justement ce qui s'appelle le *feedback* positif, la rétroaction positive. Autrement dit, la déviation en se développant crée un processus qui peut perturber plus ou moins le système. Si la crise est légère, c'est une déviation qui pourra à un moment donné être résorbée. Ou bien, si la crise est profonde, elle

entraîne toute une série de perturbations. Ainsi dans le monde physique, le *feedback* positif conduit à ce que l'on appelle le « *run away* » c'est-à-dire l'explosion.

- 4 Mais heureusement, dans le monde humain, historique et social, le processus de désorganisation du système peut susciter une réorganisation. Celle-ci peut soit rétablir une stabilité, soit se faire sur une base plus régressive, en perdant certaines des qualités qu'avait le système ; soit susciter de nouvelles qualités qui permettront de surmonter la crise et de créer une complexité nouvelle. C'est aussi l'une des incertitudes de la crise. Va-t-elle amener une régression ? Une progression ? Si l'on considère la grande crise économique de 1929 qui a affecté l'ensemble du monde occidental, voire de l'univers, l'on voit très bien que le résultat est régressif : c'est elle qui a été l'élément déclencheur de l'arrivée tout à fait légale du national-socialisme hitlérien au pouvoir. Du point de vue démocratique, il s'agissait d'une régression. Si en revanche l'on considère les États-Unis de Roosevelt, on peut penser que non seulement la démocratie n'a pas été remise en cause, mais elle s'en est trouvée élargie et la crise a pu être surmontée grâce au *New Deal*. Ainsi on peut considérer dans les années 1935-36-37 que la crise est surmontée. Toutefois, il y a eu tellement de perturbations que l'on peut se demander si l'une des façons de surmonter la crise n'a pas été la course aux armements et si finalement la Seconde Guerre Mondiale n'a pas été une solution à la crise, encore plus *crisique*, encore plus épouvantable, que la crise elle-même.
- 5 Par conséquent, l'humanité, depuis qu'il y a une certaine interdépendance entre les pays – il y avait déjà une certaine mondialisation au ^{xx}^{ème} siècle, au moment de la Première Guerre Mondiale et des événements de 1929 – ne serait-elle pas sujette à des crises permanentes, de sorte que notre devenir manque de stabilité ? Évidemment oui. De même, on peut se demander si le cours actuel de la mondialisation, cette course accélérée, propulsée par les développements de la science, de la technique, de l'économie, du profit, ne constitue pas un gigantesque *feedback* positif. En adoptant cette manière de voir, on peut affirmer sans ambages que toutes les sociétés traditionnelles sont décomposées ou atteintes par la mondialisation. Cette mondialisation provoque à son tour une crise des relations entre l'humanité et l'environnement biologique. Prolongeant ce raisonnement, on peut se demander si le mot *crise* n'est pas devenu à ce point fondamental que, dans un sens, il éclaire tout et, de ce fait, il perd toute signification.
- 6 Mais revenons au vécu de la crise. La crise est ce moment où la recherche de solutions peut déclencher des réponses régressives, telles que la quête d'un coupable, métamorphosé en bouc émissaire, que l'on va sacrifier, éliminer, pour soi-disant résoudre cette crise. Ou bien au contraire, cela va susciter une solution nouvelle, une idée nouvelle, une imagination. Je reprends l'exemple du *New Deal*, aux États-Unis, nation où effectivement domine le libéralisme économique. Le *New Deal*, c'est l'État, qui prend en charge brusquement un certain nombre de grands travaux, assumant, pour traiter la crise, un rôle qu'il n'assumait pas jusqu'alors. Il est souhaitable de faire déboucher cette notion de crise, dont on parle toujours sans jamais l'examiner en tant que telle, sur une « crisologie » préalable, c'est-à-dire une capacité d'étudier les processus de crise plutôt que d'en constater les déviances : accroissement du chômage, perturbations sociales, etc.
- 7 La crise économique actuelle est une crise qui se manifeste dans un ensemble de crises et nous sommes frappés par l'incertitude particulière qu'elle nous apporte. Il faut souligner, en premier lieu, son caractère tout à fait imprévu, pour les économistes et

pour les autres. Quelques uns l'avaient prédite mais enfin, elle est apparue avec la bulle financière aux États-Unis. Elle s'est ensuite universalisée mais pas de la même façon partout : certains pays ont été beaucoup plus atteints que d'autres et l'on peut penser que le continent latino-américain, ou du moins certains pays, l'ont moins subie. Et puis, on se plaira à souligner que la croissance repart, notamment en Chine. Cela signifie que l'on prend comme test ou indicateur de la crise la croissance. S'il y a décroissance, au-dessous de zéro, on considérera que la crise est très grave. Et puis si la croissance repart, on aura tendance à annoncer la sortie de la crise. On peut se demander si cet indicateur est vraiment pertinent et si la croissance ne fait pas partie de ce gigantesque *feedback* positif dont je vous parlais, c'est-à-dire une course en avant dont l'horizon est de plus en plus problématique. Puisqu'aussi bien économistes que sociologues se disent que si l'on continue comme ça, il faudra six planètes Terre pour satisfaire les besoins en automobiles, en énergie, etc. Par conséquent, la croissance elle-même est un signe de crise, c'est à dire une solution crisisque qui permet d'occulter la crise spécifique, économique.

- 8 La crise affecte aussi les pays d'Amérique latine. Seulement, ici, il y a lieu de distinguer la crise mondiale qui sévit dans les pays d'Amérique latine des crises spécifiques à l'Amérique latine elle-même, qui sont antérieures à la crise mondiale, mais que celle-ci peut effectivement accroître.
- 9 Nous faisons face à une crise économique où tandis que les uns disent « nous sommes en train de sortir de la crise, de la récession », d'autres pensent qu'il y aura de nouveaux rebonds... l'incertitude est totale ! Disons non seulement que la crise a créé de l'incertitude, mais de surcroît il y a une seconde incertitude : « est-ce que nous sommes en train d'en sortir ou est-ce que nous allons tomber dans une deuxième crise, plus profonde et plus généralisée ? ». Troisième incertitude : est-ce que c'est une crise économique ou une crise de l'économie ? J'emprunte ces termes à John Maynard Keynes, qui dans un texte de 1930 je crois, dans lequel il explique l'économie à ses petits-enfants, affirme que la crise (de 1929) n'est pas une crise économique mais une crise de l'économie. Il dit par là que la crise ne se réduit pas à des perturbations que l'on peut annuler en retrouvant d'anciennes régulations. C'est une crise du système lui-même, qui est voué à la crise.
- 10 Aujourd'hui, cette question a toute sa place puisque, depuis un certain temps et progressivement, on découvre que le capitalisme et le marché deviennent vraiment universels. La chute du mur de Berlin et ses conséquences, font de 1989 une date capitale pour la mondialisation puisqu'après elle, l'ancienne URSS, la Russie, s'ouvre au capitalisme ; la Chine, tout en maintenant la dictature de parti, fait de même, ainsi que le Vietnam... Cette mondialisation est accentuée par les moyens de communication immédiats, fax, téléphone mobile, internet... Nous sommes donc dans un système mondial qui fonctionne toujours, fondamentalement, selon la règle du libéralisme économique, lequel n'a pas de régulation fondamentale. Bien sûr il y a le FMI, tel ou tel mécanisme, il y a les réunions entre les grands... mais ce sont des systèmes qui n'ont pas de véritable pouvoir régulateur quant au fond. Auparavant, quand les États nationaux étaient forts, ils contrôlaient l'économie, et exerçaient un pouvoir régulateur. Il est vrai que le marché peut lui aussi exercer ses propres régulations ; mais cela n'est possible qu'à partir du moment où s'exerce une concurrence effective ; dès que la concurrence est détruite il n'y a plus de régulation. Ce sont alors les institutions, l'État, qui doivent jouer un rôle éminemment régulateur. Aujourd'hui les

États sont désarmés et il manque une instance fondamentale, dotée de pouvoirs importants, pour réguler l'économie mondiale et règlementer tous ces phénomènes dérivés qui ont permis au capitalisme financier, à la spéculation financière de prendre une importance décisive dans l'avènement de ces crises. Et c'est pourquoi certains observateurs pensent que tout recommence puisque, à nouveau, les banques sont redevenues florissantes et la spéculation reprend, même si aux États-Unis le chômage n'a pas diminué et les problèmes économiques subsistent.

- 11 Face à ce constat, il y a lieu de se demander si l'on n'est pas devant une crise du système lui-même. Des interrogations surgissent : comment trouver des régulations qui n'existent pas ? Comment créer une instance dotée de pouvoirs de décision et capable de réguler l'économie ? Nous en sommes très loin. Voici une crise dont nous ne pouvons pas prédire les développements ou, au contraire, les régressions. Je considère, néanmoins, qu'on ne peut pas simplement penser qu'il s'agit d'une crise économique. C'est l'une des multiples crises simultanées et liées qui affecte notre époque planétaire, les Amériques comme l'Europe. C'est la crise des sociétés traditionnelles.
- 12 Examinons le processus de mondialisation. Il a plusieurs visages : En premier lieu cette mondialisation-globalisation vient d'un processus d'occidentalisation, non seulement à travers les techniques, les sciences et les modes de pensée occidentaux, mais également au travers du mode de vie et de la civilisation nés en Occident. En cela l'occidentalisation elle-même est un aspect de ce que l'on appelle le développement, si l'on entend par développement, le fait que la croissance technique et économique, comme une locomotive par exemple, est censée entraîner les différentes nations du monde vers le bien-être, la démocratie, l'épanouissement, etc.
- 13 Or, ce processus suscite la crise des sociétés traditionnelles, lesquelles ne sont pas identiques en Afrique et en Amérique latine, continents où les sociétés sont traditionnellement dominées par des pouvoirs autoritaires, avec des propriétaires fonciers détenteurs de la richesse et du pouvoir. Ce système a connu des perturbations proches de celles des systèmes dits totalitaires de l'Union soviétique avec l'alternance dictature - démocratie, ou dictature militaire - démocratie etc. Beaucoup de pays d'Amérique Latine ont été affectés en même temps par ce processus de démocratisation ; il y a là une coïncidence historique. Souhaitons à ces systèmes démocratiques de se consolider durablement en s'éloignant des dictatures traditionnelles.
- 14 Quand on parle de sociétés traditionnelles, on entend aussi un ensemble de mœurs, d'usages, etc. L'impact de la modernisation et de l'occidentalisation transforme ces sociétés dont la particularité était déjà de présenter des phénomènes importants de corruption et de clientélisme. L'introduction de la monétarisation, et de la conception occidentale de l'individualisme va de pair avec la destruction des solidarités de famille, de village ; Les solidarités multiples sont mises à mal ce qui accroît les corruptions dans le domaine politique.
- 15 Dans nos pays développés, nous savons que les solidarités traditionnelles se sont quasiment toutes désintégrées : celles de la famille élargie, celles du village du voisinage, du travail, etc. En échange, nous avons désormais des solidarités sociales, démocratiques, mais elles ne répondent pas aux besoins concrets et immédiats, aux besoins criants des personnes en désarroi ou en désespoir. Le processus d'occidentalisation crée ailleurs de nouvelles classes moyennes ou amplifie celles qui vivent selon des standards occidentaux. Là aussi, on fait face aux ambivalences : d'un

côté, pour cette génération, il y a une sorte de libération par rapport à l'autorité inconditionnelle de la famille, avec des libertés de vie, une libération dans les loisirs, la liberté sexuelle... de sorte que l'on assiste à un phénomène d'émancipation. Mais par ailleurs il est aussi vrai que ces classes moyennes subissent le même type d'intoxication consumériste que nous, avec cette puissance libidino-incitatrice de la publicité, avec l'attraction de produits que la publicité transforme en mythes en les investissant de pouvoirs de séduction, de beauté, de jeunesse, etc. D'énormes zones de misère apparaissent. C'est Majid Rahnema qui le disait, très justement, dans son Livre blanc, *la misère chasse la pauvreté*¹. Il y a une pauvreté qui permet un minimum d'autonomie et un minimum de dignité. Celle du petit paysan, du *campesino*, qui a son lopin de terre, ses animaux et, dans certaines régions, son bananier, son manguier... Mais si le paysan est chassé de sa terre, il va dans des bidonvilles, les *callampas*, les *favelas*. Et quand nous regardons la carte, nous voyons que les grandes métropoles d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont une énorme ceinture de bidonvilles. Ainsi le développement et l'occidentalisation, s'ils créent effectivement des zones de prospérité et des classes moyennes, créent en même temps une misère, une prolétarisation avec tout ce que cela suppose : dépendance, humiliation, délinquance, économie de la drogue, etc.

- 16 Oui, ce sont des sociétés qui subissent la crise. La notion de développement et elle-même en crise. Il ne suffit pas de dire « nous allons faire du développement durable », parce que la durabilité c'est la prise de conscience qu'il ne faut pas trop s'en prendre à l'environnement, puisque cela fera des dégradations, des dégagements de dioxyde de carbone, enfin des pollutions, des perturbations de toutes sortes. Le problème est plus important : ce développement « formule magique » ne doit-il pas aujourd'hui être remis en question ? Le développement est une notion standard que l'on a appliquée à des situations extrêmement différentes comme celles de la Chine, de l'Inde, des pays d'Afrique, d'Amérique latine, alors que chacun a sa singularité, ses cultures, ses traditions, ses savoirs, ses savoir-faire, ses arts de vivre. Et l'on peut se demander s'il ne fallait pas trouver une solution symbiotique, c'est-à-dire une solution qui essaie de combiner le meilleur de ce qu'apporte l'occidentalisation, dans la mesure où celle-ci comporte les droits de l'homme, les droits de la femme, la démocratie, la capacité de traiter des problèmes épidémiques soumis aux perturbations climatiques, (comme celui de la faim), avec ce que ces cultures ont développé d'essentiel concernant les arts de vivre.
- 17 Prenons un exemple : celui de la FUNAI. J'ai été frappé par la prise de conscience chez les dirigeants actuels de la FUNAI, organisation officielle chargée de protéger les populations indigènes qui n'existent pas seulement en Amazonie mais aussi dans beaucoup d'autres régions du Brésil. Pendant longtemps, les dirigeants de la FUNAI pensaient qu'ils avaient une fonction paternaliste, c'est-à-dire de protéger des maladies du monde dit civilisé contre les prédateurs, contre les *seringueiros*. Mais la nouvelle génération a pris conscience qu'il ne s'agit pas tant d'être paternaliste que d'être fraternaliste, c'est-à-dire de penser que nous aussi nous avons à recevoir de ces petites populations. Il y a des leçons de solidarité, des leçons d'art de vivre par rapport à ces situations dans lesquelles nous plongeons la chronométrie, l'accélération, la légalisation, la sur-spécialisation etc. Il y a des connaissances millénaires que certaines populations nous transmettent, par exemple, celles des vertus pharmaceutiques de certaines plantes déjà découvertes et utilisées par de grands trusts pharmaceutiques allemands. Il y a des connaissances millénaires à recevoir de ces peuples.

- 18 La crise de la modernité, dans le fond, affecte déjà les sociétés qui étaient développées et modernes, par la prise de conscience du fait que malgré la disponibilité de biens matériels à profusion pour les classes favorisées - voitures, télévision, vacances... le bonheur promis n'est pas arrivé et qu'il y a un mal-être psychique et moral au sein du bien-être matériel. Les révoltes adolescentes qui ont commencé en Californie dans les années 1960, au travers desquelles des adolescents cherchaient à vivre plus de communauté, plus d'autonomie, en sont un signe. Il y a une crise de la modernité, il y a une crise de nos villes asphyxiées et asphyxiantes, une crise des campagnes dédiées à l'agriculture industrialisée ; il y a une crise, enfin, de la vie quotidienne. Toutes ces crises-là s'enchevêtrent et se situent dans la crise des relations entre le monde humain, social et la nature. D'où l'idée de développement durable : « attention de ne pas trop aggraver les dégradations de la biosphère sinon c'est nous-mêmes qui en subissons les conséquences ». Aujourd'hui tout se concentre sur le réchauffement climatique mais il ne faut pas oublier qu'il y a d'autres problèmes que le réchauffement climatique vient aggraver.
- 19 Il y a aussi crise du progrès. Le progrès, cette belle notion que nous avons forgée et que Condorcet a très bien exprimée comme étant la loi de l'histoire, c'est-à-dire que l'histoire ne peut que progresser en dépit, parfois, de quelques perturbations. Cette idée était encore un dogme universel avant 1989 et l'Union soviétique, les pays qui se disaient communistes, savaient prédire un avenir radieux. De son côté, dans les années 1960, le monde occidental pensait que la formule de la sollicitation industrielle évoluée allait diminuer les inégalités, augmenter le bien-être général et finalement résoudre une grande partie des problèmes les plus douloureux de nos sociétés. Et puis, il y a eu les mouvements d'espoir, dans le socialisme arabe, dans la démocratisation des pays asiatiques ou africains parce qu'il y avait une foi en l'avenir. Celle-ci a commencé à se désintégrer un peu partout. À la fin du XX^{ème} siècle, l'avenir nous paraît fait d'incertitude, de l'incertitude fondamentale, ce qui nous montre bien que c'est l'humanité qui est en crise. C'est-à-dire qu'elle a perdu ce qu'elle croyait être sa régulation, le progrès. Une machine est en marche avec son développement technique, économique, etc., mais elle produit en même temps des armes nucléaires, des dégradations de l'environnement, et ô surprise, des conflits naissent de toutes sortes, des conflits de nature ethno-religieuse.
- 20 Où va-t-on ? Où est le progrès ? Si l'on pose la question on perd l'avenir ! Cela explique pourquoi au même moment où la planète s'unifie d'un point de vue technique et économique l'on assiste, après 1990, à des dislocations ethno-religieuses extraordinaires. En Europe nous n'avons pas assez réfléchi sur ce que signifiait la dislocation de la Yougoslavie. Celle-ci semblait être une nation presque accomplie d'autant plus que l'on y parlait la même langue. Évidemment les Serbes écrivaient en cyrillique et les Croates en caractères latins. Ils étaient tous des Slaves du Sud. Et voilà que le conflit prend une coloration ethno-religieuse : l'ethnie croate revendique le fait d'être une nation, mais s'opposant à l'ethnie serbe qui prétendait contrôler l'ensemble orthodoxe, et toutes deux font pénétrer le monde bosniaque musulman dans le conflit. C'est-à-dire qu'en même temps qu'il y a édification, il y a une dislocation. La dislocation de l'Union soviétique avait elle aussi suscité une guerre entre l'Arménie chrétienne et l'Azerbaïdjan islamique. L'Iran est un cas extraordinaire de vieille civilisation qui, sous le joug des Ayatollahs, se referme totalement du point de vue culturel, sans pour autant rejeter les techniques, les avions de chasse, ou l'énergie nucléaire. On peut y voir une

conséquence de cette tendance réactive à l'homogénéisation occidentale : des cultures voulant se protéger et se défendre en se refermant. Cela est grave car nous assistons à une sorte d'universalisation abstraite d'un point de vue économique et à un particularisme lui-même abstrait qui veut s'abstraire de l'ensemble. A la stupéfaction générale de ceux qui en 1989 voyaient s'ouvrir une ère de liberté et d'harmonie, surgit partout la volonté de garder les racines identitaires. D'un côté l'on assiste à l'homogénéisation, mais de l'autre, c'est la perte de l'avenir. Mais quand vous n'avez plus d'avenir, que le présent est incertain et angoissé, que vous reste-t-il ? Le repli sur le passé, sur son identité, et c'est le paradoxe de l'époque actuelle. La modernisation continue sur le plan technique, économique, etc. et, dans un même temps on constate partout de nouvelles fermetures, des conflits de toutes sortes qui semblent s'aggraver.

- 21 Revenons à l'Amérique latine : il est intéressant de constater que, cette crise de la modernité, des sociétés traditionnelles, du développement etc., pousse les populations ayant vécu antérieurement sous civilisation précolombienne, notamment dans la région andine, vers un processus en faveur d'une conscience identitaire propre, un retour à la volonté de conserver les langues - aymara, quechua - un retour de la Pachamama, de cette déesse Mère Terre.
- 22 Pouvons-nous déboucher sur une conception néo-bolivarienne ? Que signifie le bolivarisme ? Bolivar était le *libertador*, celui qui pensait que l'émancipation par rapport à l'Empire espagnol signifiait l'unité des peuples, de tous les Latino-Américains. Dans son esprit, dans l'esprit du début du XIX^{ème} siècle, cela concernait essentiellement les *criollos*, tous ceux qui étaient d'ascendance européenne, ibérique. En étaient exclus les esclaves, issus de la population noire qui avait été importée, tout autant que la population indigène ou indienne. Une poussée néo-bolivariste apparaît aujourd'hui - animée principalement par le Président Lula et le Brésil - et veut établir des liens de plus en plus serrés entre les pays d'Amérique latine. Aujourd'hui, le problème se pose autour de la reconnaissance des cultures de ces populations andines. De ce point de vue, l'accession d'Evo Morales à la présidence en Bolivie est historique.
- 23 Autre réflexion : c'est dans Lima *criolla*, l'ancienne capitale de la Vice-royauté espagnole restée, fondamentalement, sous domination blanche, que des populations des vallées du Pérou profond se sont installées au cours de ces dernières décennies. Elles ont transformé la ville blanche en une ville multiethnique : s'y retrouvent des représentants de toutes les régions rurales, des paysans qui arrivent là avec leurs traditions communautaires, leurs sentiments d'entraide ce qui génère des phénomènes que ne captent pas les indicateurs économiques (qui eux calculent le PIB par tête entre autres). Cette économie sous-terrainne, non officielle, fonctionne. Il me semble que le Pérou, lui aussi, va rentrer dans une nouvelle phase. Quant au Chili, il y a le problème des Mapuche qui est posé avec acuité. Aujourd'hui le grand problème de l'Amérique latine est d'incorporer ces populations, écartées de la vie publique, dans la communauté politique.
- 24 Puisque j'ai fait allusion aux efforts des pays d'Amérique latine pour s'associer et se faire entendre, rappelons que cela rentre dans un ensemble crisique ou critique de la relation avec le puissant voisin nord-américain. Il faut dire que cette relation est vécue comme subordination, humiliation. Vu le passé, vue la mainmise économique, vue la domination politique, vues les interventions par putsch interposés, sur fond de Doctrine de Monroe (la chasse gardée), il y a un mouvement d'émancipation, maladroit, incertain, de l'Amérique latine par rapport à son puissant voisin.

- 25 La crise de l'Amérique latine s'inscrit dans une grande crise planétaire où l'humain n'arrive pas à accéder à l'humanité. Espérons que l'Amérique latine puisse contribuer puissamment à la voie qui permettra de dépasser la crise.
-

NOTES

1. Voir Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, (Ed.) Actes Sud, 2003, 320 p.
-

AUTEUR

EDGAR MORIN

Directeur de Recherche émérite du CNRS